



## NUMÉRO SPÉCIAL : LE LOGEMENT SOCIAL EN DANGER



Ian Boucard, Député du Territoire de Belfort, Président de la Commission d'Attribution Logements et de la Commission Relations Locataires, le Président Florian Bouquet ainsi que le Directeur Général Jean-Sébastien Paulus, se sont exprimés auprès de différents médias lors d'une conférence de presse organisée le 29 septembre dernier.

### POUR L'AVENIR DU LOGEMENT SOCIAL ET LA PROTECTION DES LOCATAIRES

La stratégie logement du gouvernement met un coup d'arrêt brutal aux politiques locales de l'habitat. Florian Bouquet, Président du Conseil Départemental et de Territoire habitat et Ian Boucard, Député du Territoire de Belfort, Président de la Commission d'Attribution Logements et de la Commission Relations Locataires ont été parmi les premiers signataires de l'appel des élus locaux pour le logement social au Congrès de l'Union Sociale pour l'Habitat qui s'est tenu à Strasbourg du 26 au 28 septembre 2017. Cette déclaration vient réaffirmer la volonté des bailleurs sociaux de

protéger durablement les locataires, le patrimoine de nos organismes, les capacités d'investissement, l'emploi local et l'avenir du logement social. L'application concrète des mesures annoncées par le gouvernement déstabilise l'équilibre financier des organismes et conduira Territoire habitat à limiter massivement son investissement annuel, son entretien et sa maintenance pour éviter le déficit à horizon 2 à 3 ans.

Le Président de Territoire habitat et le Conseil d'Administration demandent le retrait des mesures annoncées.

#### › Sommaire

› Une réforme de l'APL  
payée par les locataires

› Quelles conséquences  
pour vous, locataire ?

› Quelles conséquences pour notre  
Département et nos entreprises ?

› Quelles  
actions engager ?

› Le logement  
social du futur ?



# UNE RÉFORME DE L'APL PAYÉE PAR LES LOCATAIRES

Afin de compenser la diminution des APL annoncée (50 à 60 €), le gouvernement prévoit de contraindre les bailleurs sociaux tels que Territoire habitat à baisser leurs loyers en conséquence.

## UNE BAISSSE DE 50 À 60 € DES LOYERS PAR MOIS, POUR TERRITOIRE HABITAT C'EST :

> UNE PERTE D'AUTOFINANCEMENT DE  
**4 MILLIONS D'EUROS PAR AN**

> UNE DIMINUTION DE L'INVESTISSEMENT ANNUEL, QUI PASSERAIT DE  
**25 À 4 MILLIONS D'EUROS PAR AN**

**AUTANT DE RECETTES QUI NE POURRAIENT ÊTRE INVESTIES AU PROFIT DE NOS LOCATAIRES.**

## QUELLES CONSÉQUENCES POUR VOUS, LOCATAIRE ?

Les apparences sont bien trompeuses et **LE LOCATAIRE SERA LE GRAND PERDANT** si ces mesures viennent à être appliquées.

> **POURQUOI ?**  
Au quotidien, Territoire habitat engage des actions afin d'améliorer votre cadre de vie et vous accompagner au mieux grâce à un service de proximité de qualité.

## 4 MILLIONS DE RESSOURCES EN MOINS, C'EST :



Des travaux qui ne peuvent être engagés :  
réhabilitation énergétique, réfection des halls, adaptation vieillissement...



Un ralentissement des opérations d'embellissement des quartiers :  
fleurissement des secteurs, coup de poing propreté...





Florian Bouquet, Président du Conseil Départemental et de Territoire habitat, échange avec un journaliste France Bleu Belfort-Montbéliard pour alerter l'opinion publique sur les conséquences de telles mesures si elles venaient à être appliquées.

## QUELLES CONSÉQUENCES POUR NOTRE DÉPARTEMENT ET NOS ENTREPRISES ?

Il sera impossible pour l'ensemble des bailleurs sociaux de créer une nouvelle offre locative avec une ponction aussi conséquente sur son budget.

> Cette situation met en danger toutes les entreprises locales qui travaillent avec Territoire habitat ainsi que l'ensemble des logements qui y sont liés.

## QUELLES ACTIONS ENGAGER ?



Un collectif d'associations, dont les associations de locataires font partie, a lancé une campagne d'information « vive l'APL ». Vous pouvez la consulter en cliquant sur le lien suivant [HTTP://VIVELAPL.ORG](http://vivelapl.org) et signer la pétition.



La mobilisation de la fédération des Offices Publics de l'Habitat et de l'ensemble du mouvement HLM est désormais largement relayée par les élus locaux, leurs associations, des parlementaires, les associations de locataires et d'insertion, de nombreuses entreprises du bâtiment ... Cette mobilisation se poursuit et doit s'intensifier tout au long du mois d'octobre.

Ces mesures condamnent Territoire habitat comme tous les bailleurs sociaux.



**Moins de moyens pour entretenir une relation privilégiée avec nos locataires ainsi que leurs amicales :**  
possible remise en cause de moments d'échanges conviviaux et d'opérations d'amélioration du cadre de vie...



**Un désengagement inévitable auprès de différents partenaires sociaux :**  
Point d'Accueil Solidarité, missions localité, associations (chantiers jeunes, appui d'initiatives locales...)

# Le logement social du futur ?



LE TRAVAIL DE  
RENOUVELLEMENT  
DU PATRIMOINE EST  
COMPROMIS.

- 1 8-14 rue des Frères Berger, Beaucourt
- 2 1 rue Dorey, Belfort
- 3 12 Rue Renoir, Offemont

**PAS D'ÉCONOMIE SUR LE DOS DES LOCATAIRES !**



Pour signer la pétition, rendez-vous sur :

**WWW.VIVELAPL.ORG**

